

Quelles sont les principales sources de financement de l'État islamique ?

8 janvier 2015 |

Si, depuis plusieurs mois, le groupe État islamique choque le monde par ses terribles exactions dans les régions qu'il a conquises en Irak et en Syrie, ses sources de financement qui font de lui l'organisation terroriste la plus riche suscitent de nombreuses interrogations.

Impôts, pillages, enlèvements, contrebande de pétrole et de gaz, trafic d'antiquités, donations de particuliers...



Le groupe État islamique (EI) est « probablement l'organisation terroriste la mieux financée », indiquait en octobre dernier David Cohen, le sous-secrétaire américain au Trésor chargé de la lutte contre le terrorisme. Si, depuis plusieurs mois, l'EI choque le monde par ses terribles exactions – viols, rapt, exécutions, crucifixions, nettoyage ethnique, etc. – dans les régions qu'il a conquises en Irak et en Syrie, ses sources de financement suscitent de nombreuses interrogations.

Depuis le 8 août, la coalition internationale emmenée par les États-Unis mène des frappes contre l'EI dans une tentative de freiner ses avancées. Mais les Occidentaux ont toutes les peines du monde à s'attaquer au nerf de la guerre que constituent les finances du groupe, riche à millions grâce aux méthodes « mafieuses » qu'il applique dans les territoires sous son contrôle, expliquent des analystes. S'attaquer à ces sources est l'un des volets de la stratégie qu'avait exposée le 10 septembre le président américain Barack Obama pour « affaiblir » et au final « détruire » l'EI.

Contrairement à el-Qaëda, dont les ressources proviennent de dons, les jihadistes de l'EI contrôlent un territoire aussi grand que le Royaume-Uni, mais en grande partie désertique, sur lequel ils font régner leur loi à coups de racket, de pillages, d'enlèvements, de contrebande de pétrole, de gaz et d'antiquités, et de trafic d'êtres humains, expliquent des analystes. Du coup, les sanctions occidentales n'ont pas prise sur ces sources de financement totalement souterraines, souligne Evan Jendruck, consultant chez IHS Jane's, cité par l'AFP. Quelles sont ces sources desquelles l'EI puise son financement ?

Pétrole et gaz

Après des semaines de combats, les forces irakiennes ont pris, vendredi 14 novembre, le contrôle total de la ville stratégique de Baiji située près de la plus grande raffinerie d'Irak, après en avoir chassé les jihadistes de l'EI. La ville de Baiji, qui échappait au contrôle de l'armée depuis plusieurs mois, est stratégique car elle se trouve sur la route principale menant de Tikrit à Mossoul, deux villes tenues par l'EI. Outre le fait d'isoler un peu plus les jihadistes à Tikrit, la prise de Baiji pourrait permettre de sécuriser le site de la plus grande raffinerie du pays, située à proximité de la ville et dont les jihadistes font le siège depuis plusieurs mois.

Combien ?

La dizaine de champs pétrolifères saisis dans l'est de la Syrie et dans le nord de l'Irak sont la principale source de revenus de l'EI. Le pétrole extrait des champs d'exploitation dans ces deux pays, qui est raffiné dans des raffineries saisies, est revendu à prix réduit au marché noir. Il rapporte environ un million de dollars par jour à l'EI depuis la mi-juin, a indiqué en octobre David Cohen, le sous-secrétaire américain au Trésor.

Le cabinet américain IHS estimait de son côté, en octobre, les revenus pétroliers de l'EI à 800 millions de dollars par an, soit l'équivalent de 2 millions de dollars par jour. « Le groupe terroriste (...) est capable de générer des revenus significatifs, même en produisant seulement une fraction des capacités pétrolières du territoire qu'il contrôle et en vendant le pétrole qu'il produit avec une forte remise au marché noir », souligne IHS.

Le cabinet américain estime que l'EI contrôle des capacités de production de 350 000 barils par jour (bj) mais qu'il ne produit que 50.000 à 60.000 bj, qu'il vend ensuite au marché noir à un prix compris entre 25 et 60 dollars le baril (40 dollars en moyenne), soit bien moins que les tarifs pratiqués sur les marchés internationaux, le Brent évoluant actuellement autour de 80 dollars le baril.

En revanche, les capacités de raffinage de l'EI ne sont pas clairement établies, IHS estime qu'elles sont plutôt limitées à des unités mobiles couvrant principalement la propre consommation du groupe.

Après des semaines de combat, les forces irakiennes ont pris, vendredi 14 novembre, le contrôle total de la ville stratégique de Baiji située près de la plus grande raffinerie d'Irak, après en avoir chassé les jihadistes de l'EI. La ville de Baiji, qui échappait au contrôle de l'armée depuis plusieurs mois, est stratégique car elle se trouve sur la route principale menant de Tikrit à Mossoul, deux villes tenues par l'EI. Outre le fait d'isoler un peu plus les jihadistes à Tikrit, la prise de Baiji pourrait permettre de sécuriser le site de la plus grande raffinerie du pays, située à proximité de la ville et dont les jihadistes font le siège depuis plusieurs mois.

Qui achète ?

Selon M. Cohen, ce pétrole est vendu à des Kurdes en Irak qui le revendent ensuite en Turquie, mais il assure que les autorités turques et kurdes en Irak « se sont engagées à combattre la contrebande de pétrole ». Il souligne également qu'il y a des indications que ce pétrole est aussi vendu au régime syrien de Bachar el-Assad, qualifiant ces achats de « signe supplémentaire de la dépravation » du gouvernement de Damas.

Les ventes de pétrole de l'EI se font « principalement via des camions par les routes de contrebande par la frontière turque », estime, pour sa part, IHS. « Le pétrole alimente la machine de guerre de l'EI, tout particulièrement les véhicules militaires vitaux pour ses mouvements et ses capacités de combat », et « finance directement les nombreuses activités » du groupe, souligne le cabinet.

Début septembre, Médiapart rapportait que, devant des députés de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen, l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak, Jana Hybaskova, avait affirmé que « malheureusement, des États membres de l'UE achètent le pétrole (vendu par l'EI) ». Soulignant que l'information n'était pas publique, elle n'a pas voulu donner plus de détails aux députés.

Selon Lou'āi al-Khatib, chercheur au Brookings Doha, les jihadistes raffinent l'or noir dans des raffineries de fortune puis le font passer en camion, par bateau ou même à dos d'âne vers la Turquie, l'Iran et la Jordanie. L'EI « a réussi à faire fortune sur le marché noir en développant un vaste réseau d'intermédiaires dans des pays et territoires voisins », a-t-il expliqué en septembre dernier, cité par l'AFP.

Des experts estiment que l'EI contrôle sept champs pétrolifères et deux raffineries dans le nord de l'Irak, et six des dix champs en Syrie, notamment dans la région de Deir ez-Zor (Est) et Hassaka (Nord-Est).

Impact des frappes

Les récentes frappes militaires de la coalition internationale ont « commencé à diminuer les capacités de l'EI à générer des revenus de cette contrebande », relève M. Cohen, soulignant que sur le plan financier « quiconque faisant commerce du pétrole volé par l'EI serait la cible de sanctions financières ». « Grâce aux frappes aériennes sur les raffineries mobiles de l'EI ainsi que d'autres actions militaires, nous avons observé une réduction du chiffre d'affaires tiré des ventes de pétrole, de un million de dollars par jour à plusieurs millions par semaine », assure le responsable, sans toutefois donner de chiffres plus précis.

Outre les champs pétrolifères, les jihadistes ont pris possession de champs gaziers en Syrie et en Irak, autre importante source de revenus pour ce groupe qui vend le gaz liquide à des négociants irakiens qui les transportent quotidiennement dans des camions-citernes vers l'Irak, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Des experts estiment que l'EI contrôle sept champs pétroliers et deux raffineries dans le nord de l'Irak et six des dix champs en Syrie, notamment dans la région de Deir el-Zor (est) et Hassaka (nord est).

petrole-irak-syrie-infographie-2

Infographie publiée en septembre 2014.

Impôts et pillages

Depuis le début de son offensive massive en Irak, en juin, l'État islamique a pu voler des millions de dollars en liquide dans les banques et des équipements dans les installations militaires

désertées, rapportait en septembre Associated Press.

Bachar Kiki, le chef du conseil provincial de Ninive, dont Mossoul est la capitale, précisait en septembre à l'AFP que les réserves en liquide des banques de la ville atteignaient avant cette offensive environ 400 millions de dollars. Mossoul est depuis juin sous le contrôle de l'EI.

Selon une source proche du ministère de la Défense citée par le quotidien français Libération, le chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, a confisqué les avoirs de trois grosses banques à Mossoul. « Montant du butin : 429 millions de dollars (330 millions d'euros) et plus de 600 milliards de dinars irakiens (398 millions d'euros) », rapportait le quotidien en septembre.

Autres sources de rentrées régulières d'argent, le racket des commerçants locaux et les taxes imposées par l'EI aux populations locales dans les territoires qu'il occupe. Un responsable du renseignement américain qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat a précisé en septembre que les jihadistes prélèvent des taxes sur les automobilistes et chauffeurs routiers qui empruntent les routes dans les territoires sous leur contrôle.

Dans une étude publiée en août dernier, le Council on Foreign Relations rapportait que même avant la prise de Mossoul, deuxième plus grande ville d'Irak, en juin, l'EI avait prélevé des taxes d'une valeur estimée à plus de huit millions de dollars par mois des petites et grandes entreprises. Selon le site Al-Monitor basé à Washington et spécialisé sur le Moyen-Orient, toute personne ne se pliant pas au paiement de la taxe pourrait être tuée.

Production de céréales

Le groupe jihadiste épaissit son portefeuille grâce également à la production de céréales. Romain Caillet, expert des mouvements islamistes, précise à L'Orient-Le Jour que la production de céréales (blé et orge) devrait rapporter aux jihadistes 200 millions de dollars par an.

M. Caillet explique à titre d'exemple que l'EI contrôle la région du nord-est d'Alep (notamment Manbij et Raqqa), considérée comme le grenier du pays. Selon lui, elle produit du blé pour un million de personnes (par jour) qui en fin de compte ne peuvent pas survivre sans pain.

Dans le cadre de sa campagne contre les sources de financement du groupe jihadiste, la coalition internationale a récemment mené des raids sur Manbij. Un silo de blé a été détruit.

Enlèvements et trafic d'êtres humains

Les populations civiles sont les premières victimes des exactions de l'EI. Le groupe ne se contente pas de leur faire subir toutes sortes de violences et tortures, il les utilise également pour se remplir les poches. Comment ?

- En réclamant des rançons contre la libération de personnes kidnappées : selon le sous-secrétaire au Trésor chargé du Terrorisme, l'EI a ainsi engrangé « au moins 20 millions de dollars de rançons cette année ». M. Cohen a dans ce cadre pressé chaque nation de refuser de payer ces rançons, regrettant qu'au printemps dernier, l'EI ait reçu « plusieurs paiements de plusieurs millions de dollars » en échange de la libération de journalistes et otages de différents pays européens.

- En vendant des « esclaves » : Dans la dernière édition, en octobre, de son magazine de propagande Dabiq, l'EI affirmait avoir offert comme butin de guerre à ses combattants les femmes et enfants yazidis capturés dans le nord de l'Irak, se targuant d'avoir rétabli l'esclavage. Dans un article intitulé « La relance de l'esclavage avant l'heure », Dabiq indiquait pour la première fois clairement que l'esclavage des personnes considérées comme ayant des croyances religieuses déviantes a redonné son sens à un aspect de la charia. Dabiq expliquait en outre que « les gens du Livre » (les chrétiens et les juifs, NDLR) peuvent échapper à ce sort car ils ont la

possibilité de verser une taxe appelée « jizia » ou de se convertir. Mais cela n'est pas appliqué aux yazidis.

Fin août, l'OSDH a rapporté que des dizaines de femmes yazidies capturées en Irak par l'EI avaient été forcées à se convertir à l'islam puis avaient été « vendues » pour être mariées de force en Syrie à des combattants du groupe jihadiste. « Chaque femme a été vendue contre un montant de 1 000 dollars après avoir été convertie à l'islam », avait précisé l'ONG.

À Paris, à la mi-août, une famille yazidie ayant fui Mossoul avait raconté, lors d'une conférence de presse organisée par le Chredo (Coordination des chrétiens d'Orient en danger), que les jihadistes avaient vendu aux enchères, quelques jours plus tôt, 700 femmes yazidies au prix moyen de 150 dollars par esclave.

Trafic d'antiquités

En septembre dernier, au cours d'un colloque de l'Unesco, des diplomates et experts ont accusé l'EI de se livrer à la destruction de sites historiques en Irak et de vendre des antiquités pour se financer.

Le groupe jihadiste, qui estime que les statues sont de l'idolâtrie, a dynamité de nombreuses églises et autres monuments, sanctuaires des patrimoines chrétiens, juifs ou musulmans, ont souligné de nombreux interlocuteurs cités par l'AFP.

« Il y a des mafias internationales s'occupant des vestiges et de tout ce qui a trait au patrimoine qui informent Daech (acronyme arabe de l'État islamique) de ce qui peut être vendu », a souligné Qais Hussen Rachid, directeur du musée de Bagdad, ancien directeur du patrimoine et des antiquités. « Daech fait des fouilles pour vendre des objets sur les places européennes et asiatiques par l'intermédiaire des pays alentour. Ces montants financent le terrorisme », a-t-il accusé, jugeant impossible de chiffrer l'ampleur de ce trafic ou les pertes pour son pays.

En juin, le quotidien britannique The Guardian, citant des responsables de services de renseignements étrangers, a rapporté que l'EI aurait empoché au moins trente-six millions de dollars dans juste une province en Syrie en vendant des objets vieux parfois de huit mille ans.

Donations de particuliers

Bien que difficiles à évaluer, les donations de certains pays de la région au groupe jihadiste dès son émergence ont joué un rôle dans sa montée en puissance. Des pays du Golfe, notamment le Qatar, ont régulièrement été montrés du doigt.

« Le financement étatique des groupes islamistes par des pays du Golfe s'est arrêté à l'été 2013, précise à L'Orient-Le Jour Alain Chouet, ancien officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Au Qatar, le changement s'est opéré avec l'abdication de l'ancien émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, qui a cédé le pouvoir à son fils, le prince héritier Tamim. »

Quelques jours plus tard, l'ex-Premier ministre et homme fort de l'émirat, cheikh Hamad ben Jassem al-Thani, était écarté de la Qatar Investment Authority (Qia), le fonds souverain très courtisé dont les avoirs sont estimés entre 150 et 200 millions de dollars, dont il était vice-président.

Depuis la formation de la coalition internationale anti-EI, l'émir du Qatar a, à plusieurs reprises, nié que son pays finance des groupes extrémistes, et affirmé un engagement sans faille et à long terme dans la coalition.

En Arabie, poursuit Alain Chouet, le paysage s'est transformé « avec la reprise en main par le cabinet royal, opposé au financement des mouvements islamistes, des services de renseignements

du royaume ». En avril 2014, Riyad a écarté le prince Bandar ben Sultan, le puissant chef des services de renseignements saoudiens, auquel la gestion du dossier syrien avait été auparavant retirée. L'Arabie a en outre soutenu le coup d'État de l'ex-chef de l'armée Abdel Fattah al-Sissi en Égypte et surtout criminalisé les activités des jihadistes dans la région.

Et les financements privés ?

Un rapport parvenu aux autorités libanaises et se basant essentiellement sur des informations officielles venues du Danemark indique que les combattants de l'EI recevraient des aides financières en provenance du Qatar, sous couvert d'associations islamiques de bienfaisance ou de contributions de donateurs qataris dans le cadre d'aides sociales, rapportait L'Orient-Le Jour en octobre dernier.

« Il y a toujours des financements privés que les États-Unis essaient d'identifier, souligne M. Chouet. Mais aujourd'hui, avec ses diverses sources de financement, l'EI en a moins besoin. » Romain Caillet confirme que l'EI s'autofinance en grande partie, les dons privés ne représentant que 2 % de ses ressources (près de 50 millions de dollars), précise-t-il à L'Orient-Le Jour, citant le dernier rapport des spécialistes Jean-Charles Brisard et Damien Martinez (Thomson Reuters).

Comment l'EI dépense-t-il son argent ?

Le groupe paie ses combattants

Le groupe en compte « entre 20 000 et 31 500 », selon la dernière évaluation de l'agence américaine du renseignement (CIA) qui remonte à septembre dernier.

Les combattants syriens et irakiens sont payés environ 400 dollars par mois, précise à L'Orient-Le Jour Samir Seifan, un économiste syrien basé à Dubaï. À ce salaire s'ajoutent, pour les jihadistes mariés, des bonus de 100 dollars par épouse et 50 dollars par enfant, ajoute-t-il.

« Une somme supplémentaire variant entre 700 et 1 000 dollars est attribuée aux combattants des autres nationalités (Européens et autres, NDLR), qu'on appelle les mouhajiroun », précise M. Seifan. Le chercheur indique que ces chiffres ne sont pas documentés mais qu'il s'agit plutôt d'informations qui lui sont parvenues. « Ce qui fait la force du groupe jihadiste, c'est sa capacité à tirer profit de la situation économique et sociale, et d'embrigader un grand nombre de combattants à une période où les gens ne trouvent plus rien à manger », note Samir Seifan.

L'EI « est une mafia qui gouverne par la terreur. Et les gens sont forcés par la faim à rejoindre leurs rangs car c'est la seule manière d'avoir un salaire décent », indiquait de son côté Fourat al-Wafaa, un militant de Raqqa, bastion du groupe dans le Nord syrien, utilisant un pseudonyme. Selon lui, le salaire de base est de 300 dollars.

Selon le responsable américain David Cohen, les ambitions territoriales de l'EI vont rapidement être « un fardeau financier » pour l'organisation. « Tenter de contrôler des villes et des territoires en Irak et en Syrie, et fournir un minimum de services publics aux populations que l'organisation cherche à soumettre coûtent cher », a-t-il dit, prenant l'exemple du budget officiel irakien pour les provinces actuellement occupées par l'EI qui dépassait 2 milliards de dollars. « Cela dépasse largement les revenus de l'EI (...). Cela signifie que l'organisation ne peut tout simplement pas répondre aux besoins les plus essentiels de la population qu'elle cherche à contrôler », a-t-il affirmé fin octobre à l'AFP, mentionnant déjà des pénuries d'eau et d'électricité à Mossoul, en Irak.

L'EI achète des armes

Lors de sa fulgurante offensive en Irak, l'EI a mis la main sur des équipements militaires dont disposait l'armée irakienne. « Les arsenaux de l'armée irakienne représentent près de 95 % du matériel militaire de l'EI », indique Alain Chouet à L'Orient-Le Jour.

Outre les équipements militaires récupérés de l'armée irakienne, dont notamment des Humvee et des armes légères américaines, l'EI dispose d'armes lourdes prises à l'armée syrienne et aux rebelles. Romain Caillet souligne sur ce point qu'« il est plus facile pour le groupe jihadiste d'acheter des armes à des groupes rebelles syriens » en raison de la corruption qui les gangrène.

L'EI frappe désormais sa propre monnaie

Signe que le groupe se veut bel et bien un État autonome malgré la campagne militaire internationale menée contre lui, l'EI a annoncé la semaine dernière qu'il allait frapper sa propre monnaie, des pièces en or, argent et cuivre, qui sera utilisée dans le territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak. « Si Dieu le veut, différentes pièces vont être fabriquées en or, argent et cuivre », a affirmé l'EI dans un communiqué diffusé sur les forums jihadistes.

L'organisation explique que l'objectif est de remplacer « le système monétaire tyrannique imposé aux musulmans qui a conduit à leur oppression ». Il a également précisé que l'objectif est de libérer les musulmans du « mercantilisme et de l'oppression économique satanique ».

Sur les photos publiées par l'EI, apparaît sur une face « l'État islamique », « le califat », ainsi que le poids et la valeur de la monnaie. Des symboles comme la mosquée al-Aqsa à Jérusalem apparaissent aussi sur différentes monnaies. (Lire aussi : Quand l'État islamique s'improvise banque centrale).

-

Depuis le renversement du Shah d'Iran 1979 CIA par l'intermédiaire d'Arabie Saoudite les divers projets

de création d'une organisation ou d'un État ou d'un groupe terroriste ont été mis en place puisque le prince demande

de rester au pouvoir mais finance toutes les actions de CIA ou MI6 etc.,,,, alors différents organisations

terroristes comme Taliban-Al Qaïda -GIA Algérien Les frères musulmans le Lashkar au Pakistan, le mouvement tchèque et les différents groupes Boukhouara au Soudan au Yémen/ Malaisie et d'autres, enfin les armes et munitions ainsi que divers bombes à 100 000 dollars est financé par ce pays et contre eux c'est l'Iran qui dit Iran dit CIA et MI6 et d'autres qui financent divers groupes et mouvements chiites et Zebollah, Hamas et d'autres organisations selon l'ordre que on leur donne dans toutes ces destructions le but est d'exporter des armes et la reconstruction des pays ruinés et en faillite comme l'Iran l'Irak, Libye et d'autres en fin le Qatar participe aussi de ce terrorisme d'État,



